Troisième scénario : la rupture numérique

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Hypothèses

Le troisième scénario suppose que la technologie transforme la structure de l'intermédiation financière plus vite que ne le laisse prévoir le scénario de base. Les obligations, fonds et dépôts tokenisés se généralisent. Les stablecoins et les engagements bancaires tokenisés servent d'actifs de règlement pour les paiements transfrontaliers et les opérations sur titres. L'intelligence artificielle prend en charge une grande partie des travaux d'analyse, de documentation, de communication avec la clientèle et de conformité qui occupent aujourd'hui une part importante des effectifs du secteur financier. Des plateformes exploitées par des entreprises technologiques et des gestionnaires d'actifs mondiaux distribuent directement des produits d'investissement aux clients par-delà les frontières.

Le scénario laisse en place le système financier existant. Il suppose que les technologies développées dans le secteur des crypto-actifs sont absorbées par la finance réglementée et modifient l'économie de la comptabilisation, de la conservation et de la distribution. Lorsqu'un actif peut être détenu, transféré et nanti sur un registre partagé, la juridiction dans laquelle il est comptabilisé devient une

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

question de droit et de réglementation davantage que de géographie. Lorsqu'un client peut recevoir un conseil personnalisé d'un système d'intelligence artificielle placé sous surveillance, le chargé de clientèle à Singapour doit offrir quelque chose de plus.

La préparation de Singapour

Singapour s'est préparée à ce scénario de manière plus systématique que la plupart des places financières. Le chapitre I de la présente partie a décrit le Project Guardian, dans le cadre duquel la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) travaille avec la profession et d'autres autorités de surveillance sur la tokenisation des actifs financiers. En 2026, le projet réunissait 28 établissements financiers, sept associations professionnelles et coopératives ainsi qu'un groupe de neuf décideurs publics, parmi lesquels la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni et le Fonds monétaire international. Il avait produit un Guardian Fixed Income Framework et un Guardian Funds Framework pour les titres de créance et les fonds tokenisés.[1]

Dans le même temps, la MAS a tracé une limite ferme à l'égard des entreprises de crypto-actifs qui utilisaient Singapour comme base pour servir une clientèle à l'étranger. Depuis le 30 juin 2025, les prestataires de services sur jetons numériques ne servant que des clients situés hors de Singapour doivent disposer d'une licence. La MAS a annoncé qu'elle avait « set the bar high for licensing » et n'accorderait en général pas de licence, en raison des risques de blanchiment plus élevés de ces modèles d'affaires et de la difficulté de surveiller des entreprises dont l'activité principale se déroulait hors de Singapour.[2] Le 13 novembre 2025, la MAS a soumis à consultation un projet de Guidelines on Artificial Intelligence Risk Management. Elles portent sur la surveillance exercée par le conseil d'administration, les inventaires des usages de l'IA, l'évaluation de l'importance des risques et les contrôles tout au long du cycle de vie des systèmes d'IA, y compris l'IA générative et les agents d'IA, appliqués en proportion de la taille et du profil de risque de chaque établissement.[3] Le chapitre IV de la présente partie a examiné ces lignes directrices en détail.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les deux visages de la rupture

La rupture numérique présente deux visages pour Singapour. Dans la version favorable, Singapour devient l'une des juridictions de référence de la finance tokenisée en Asie. Son bac à sable réglementaire, ses cadres pour les fonds et obligations tokenisés et sa sécurité juridique sur la nature des actifs numériques attirent émetteurs, dépositaires et plateformes. La Variable Capital Company (VCC, société d'investissement à capital variable), décrite au chapitre IV de la partie E, offre un véhicule tout prêt pour les fonds tokenisés. Les banques singapouriennes utilisent l'intelligence artificielle pour servir davantage de clients avec moins de personnel, tandis que l'industrie de la conformité exporte ses outils et son savoir-faire dans la région. La place perd des emplois dans les fonctions opérationnelles et en gagne dans la technologie, la gestion des risques et le conseil.

Dans la version défavorable, la technologie érode les avantages de la localisation. Si les actifs tokenisés peuvent être détenus et transférés sur des réseaux mondiaux, les clients ont moins besoin de Singapour comme centre de comptabilisation. Si l'intelligence artificielle rend le conseil en placement bon marché et transportable, la prime attachée à un chargé de clientèle à Singapour diminue. Des plateformes établies aux États-Unis, en Chine ou dans le Golfe captent la distribution des produits, tandis que les établissements réglementés de Singapour supportent le coût de la conformité. La force de la place dans la gestion de fortune, fondée sur les relations personnelles et la sécurité juridique, se heurterait alors à la concurrence de services qui n'ont besoin ni d'une succursale ni d'un banquier à Singapour.

Conditions

La version favorable dépend de quatre conditions. Singapour a besoin de sécurité juridique quant au statut de propriété des actifs numériques et au caractère définitif du règlement sur les registres distribués, question que le chapitre I de la présente partie a examinée à la lumière des décisions des juridictions singapouriennes. Elle a besoin d'actifs de règlement fiables, qu'il s'agisse de dépôts tokenisés, de stablecoins réglementés ou de monnaie de banque centrale de gros. Elle a besoin d'une cyber-résilience à la mesure de la concentration des actifs sur des infrastructures

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

numériques. La quatrième condition est une main-d'œuvre capable de concevoir, d'exploiter et de surveiller ces systèmes, question que le chapitre IV de la partie J a examinée sous l'angle des talents.

Signaux

Parmi les indicateurs de la rupture numérique figurent la part des nouvelles émissions d'obligations et de fonds réalisées sous forme tokenisée à Singapour, l'utilisation par les banques singapouriennes de dépôts tokenisés ou de stablecoins pour le règlement transfrontalier, le nombre d'établissements financiers qui appliquent les lignes directrices de la MAS sur la gestion des risques liés à l'intelligence artificielle à leurs systèmes en contact avec la clientèle, ainsi que l'évolution de l'emploi dans les fonctions de back-office et d'opérations du secteur financier.

Notes

1. MAS, « Project Guardian », mas.gov.sg (publié le 12 novembre 2025, mis à jour le 29 janvier 2026, consulté en novembre 2026) : Industry Group de 28 établissements financiers et de 7 associations et coopératives ; Policymaker Group de 9 membres, dont la MAS, la Financial Conduct Authority britannique et le FMI ; Guardian Fixed Income Framework avec un addendum sur le règlement-livraison (DvP) et la conservation ; Guardian Funds Framework ; Global-Asia Digital Bond Grant Scheme. ↩
2. MAS, communiqué de presse « MAS Clarifies Regulatory Regime for Digital Token Service Providers », 6 juin 2025 : licence exigée à partir du 30 juin 2025 pour les DTSP ne servant que des clients hors de Singapour ; la MAS « has set the bar high for licensing » et ne délivrera en général pas de licence, invoquant des risques de blanchiment plus élevés et la difficulté d'une surveillance effective. ↩
3. MAS, communiqué de presse « MAS Guidelines for Artificial Intelligence (AI) Risk Management », 13 novembre 2025 : projet de lignes directrices sur la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

surveillance par le conseil d'administration et la direction générale, les inventaires de l'IA, l'évaluation de l'importance des risques et les contrôles sur le cycle de vie ; applicables de manière proportionnée à tous les établissements financiers ; couvrant l'IA générative et les agents d'IA ; consultation jusqu'au 31 janvier 2026. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com